

L'HÔTELLERIE EN CRISE

Le Sheraton et El-Aurassi paralysés par la grève

Une semaine est passée depuis que l'hôtel Sheraton-Club-des-Pins est paralysé. Hier, la protestation des travailleurs est montée d'un cran. La grève de la faim entamée depuis mardi dernier par un travailleur, en guise de soutien à ses collègues licenciés, n'a fait que renforcer les rangs des protestataires et conforter leur solidarité.

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Une première dans les annales du mouvement social en Algérie. Le mouvement de grève qui paralyse depuis sept jours l'un des luxueux hôtels de la capitale se distingue d'une manière particulière.

Observant un sit-in à l'entrée de l'établissement, les grévistes estimés à près de cinq cents ont vu depuis lundi dernier leur mouvement de contestation se renforcer d'avantage.

Dernière action de protestation est celle engagée par B. Hafid. Ce dernier, réceptionniste de son état, ayant à son actif plusieurs années de travail, dont six années au sein de l'hôtel Sheraton et maîtrisant quatre langues, dont l'anglais et l'espagnol a entamé depuis mardi dernier une grève de la faim.

«Je la fais par solidarité pour mes collègues licenciés. Nos revendications sont légitimes. Après le licenciement de mes trois collègues d'une manière arbitraire, nous avons compris que notre tour est à venir. On ne peut être que solidaire avec les causes justes. Ce que mes collègues ont subi relève de l'arbitraire. Nous n'avons jamais enfreint la loi. La Constitution nous donne le droit de constituer un collectif syndical. Notre tort est d'avoir osé prendre en charge nos revendications d'une

manière organisée», explique notre interlocuteur. Ce dernier n'ayant pas quitté son poste de travail (réception) depuis mardi dernier brandit quatre pancartes, sur lesquelles est écrit en arabe, en français, en anglais et en espagnol «Je suis en grève de la faim». Une attitude hautement saluée tant de la part du personnel de l'hôtel que des quelques clients se trouvant encore sur place. «Tiens bon Hafid. Nous sommes avec toi », ou encore «Nous sommes tous des Hafid», lance en sa direction un groupe de femmes.

«On nous a trahis»

La détermination des grévistes était encore plus forte, lorsque d'autres collègues à eux, occupant des postes sensibles au sein de l'hôtel ont décidé de rejoindre la protesta. Eux, ce sont les agents de la sécurité. Portant un brassard noir, les agents de sécurité de l'hôtel Sheraton assurant le service minimum ont réitéré hier leur soutien à leurs collègues grévistes.

«Nous lançons un appel aux hautes autorités de notre pays pour intervenir et mettre fin à cette hogra. Nous sommes une partie de ce peuple qui aime son pays, qui veut travailler mais également qui veut préserver sa dignité. Nous n'avons nullement piétiné la loi. Notre action



Sit-in des travailleurs à l'entrée du Sheraton.

Photo: New Press

ne souffre d'aucune ambiguïté», explique Samir, un membre actif du collectif des travailleurs grévistes.

Constitués dans leur majorité de jeunes, les protestataires de l'hôtel Sheraton d'Alger sont tous des diplômés d'écoles hôtelières.

Leurs conditions socioprofessionnelles étaient à l'origine de leur décision de s'organiser et mettre en place une section syndicale à même «de prendre en charge nos revendications et défendre nos intérêts».

«Nous avons pris attache avec les responsables locaux de l'UGTA de Chéraga dans la perspective de créer une section syndicale. Jusquelà, les choses ont bien évolué et il était question que notre section syndicale voit le jour en ce mois de septembre. Or, grande fût notre surprise de voir les responsables de l'Union locale de Chéraga se démarquer de notre action. Nous avons à maintes reprises tenté de saisir le chargé de l'organique de cette structure syndicale, le nommé Zaid mais en vain», nous explique un employé.

Colère à l'Aurassi

Notre interlocuteur n'a pas hésité à fustiger l'UGTA, l'accusant d'avoir trahi leur engagement en annulant le P-V d'installation de la commission chargée de préparer l'assemblée générale électorale et ce, une journée après la signature du P-V, le 30 juin dernier (le P-V a été signé le 29 juin 2011, ndlr).

«Nous avons pris connaissance de cette annulation le 15 septembre dernier, soit le jour du procès qui a déclaré notre grève illégale», a ajouté notre interlocuteur. Et d'ajouter : «C'est une trahison qui ne dit pas son nom. Pourquoi a-t-on lâché des travailleurs au moment où ces derniers croyaient que leur syndicalisation au sein de l'UGTA était le moyen approprié pour défendre leur intérêt ? Aux dernières nouvelles, on nous informe qu'en contrepartie de leur faux bond, les responsables locaux de l'UGTA ont eu droit à une prise en charge à l'étranger par notre employeur. Il est difficile d'admettre cette donne, mais il est de

POURSUITE DE LA GRÈVE

Les communaux ne désarment pas

Le Conseil national du secteur des communes, affilié au Snapap, aile Malaoui, ne désarme pas. Hier encore, les travailleurs communaux étaient en grève. Une grève suivie à 80% dans la majorité des wilayas, selon le secrétaire général du CNSC.

La grogne communale continue. Réunis sous la bannière du Snapap, les fonctionnaires communaux ont observé hier leur troisième jour de grève, au moment où la Fédération nationale des fonctionnaires du secteur des communes (FNFC), affiliée au Snapap, aile Felfoul, annonçait sa décision du surseoir à son mouvement de grève de trois jours.

Décision motivée par la signature après la rencontre avec le ministère du Travail du statut particulier des travailleurs des communes. Une décision qui demeure encore «abstraite» pour le CNSC. Ce dernier se dit encore dans l'attente de la promulgation du statut particulier.

«On attend la diffusion du communiqué officiel du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales portant signature du statut particulier», assurera Ali Yahia, secrétaire général du CNSC. Ce dernier a tenu à préciser que le mouvement de protestation suit son cours. Il dit la détermination des travailleurs communaux à continuer leur combat jusqu'à satisfaction totale de leurs revendications.

Le porte-parole de cette corporation a réitéré, par ailleurs, sa dénonciation des pressions exercées par les pouvoirs publics pour freiner le mouvement. «Il y a eu plusieurs tentatives de la part des pouvoirs publics de casser le mouvement. La première a commencé la veille par la diffusion d'un communiqué faisant état de la finalisation du statut particulier et du régime indemnitaire. La deuxième était les négociations tenues avec un individu qui n'a jamais fait grève», martèle Ali Yahia.

Et de préciser qu'outre ces faits, une action en justice en référé a été intentée contre la section syndicale de la commune de Hraoua, dans la wilaya de Guelma. «Heureusement, cette fois-ci la justice n'a pas été instrumentalisée et a tranché en obligeant les grévistes à assurer le service minimum», a indiqué Ali Yahia.

Interrogé sur les raisons du non-suivi de la grève à Alger, Ali Yahia l'expliquera, encore une fois, par les pressions exercées par l'administration, entre autres, les menaces de licenciement. «La majorité des travailleurs sont recrutés dans le cadre du filet social et du préemploi. Ils ont peur des représailles, notamment la rupture de leur contrat de travail», soutient Ali yahia, tout en rappelant la précarité dans laquelle évolue cette catégorie d'employés. Bien que limité dans la capitale, le mouvement de protestation est tout de même maintenu dans 7 communes. Selon Ali Yahia, les communes d'Alger résistent et on y enregistre un taux de suivi de près de 95%.

Les mesures à prendre suite à cette grève se décideront lors du Conseil national du CNSC qui se tiendra le 25 septembre. En attendant, ce mouvement de contestation aura paralysé plusieurs communes à travers le territoire national, prenant en otage le citoyen.

Wassila Zegtitouche

BOUIRA

Des enseignants malmenés et emmenés au commissariat

Hier, un nouveau pic de violence a été atteint par des policiers qui se sont illustrés avec des comportements pour le moins indignes face à un corps de l'éducation où sont censés étudier même leurs enfants.

Hier, et face aux revendications légitimes maintes fois réitérées par des enseignants ayant tous des décisions d'intégration dûment signées par le ministère de l'Education nationale suite à la décision du président de la République du 28 mars dernier quant à l'intégration de tous les contractuels qui étaient sur poste à la même date, près de 100 enseignants ont été malmenés par des policiers, avant de voir sept d'entre eux embarqués vers le commissariat et cinq autres séquestrés au niveau de la Direction de l'éducation.

Pire, parmi les enseignants embarqués, il y avait même le coordinateur du Cnapest, Zoubir Messaoudi, présent sur place pour essayer d'orienter ces nouveaux enseignants. L'information faisant état de l'interpellation du coordinateur du Cnapest ayant été vite répercutée par les délégués du

bureau de wilaya. Dix minutes plus tard, les lycées des daïras de Bouira, M'chédallah, Bechloul, Haïzer, Lakhdaria, ont débrayé en signe de protestation contre cette interpellation.

Moins d'une heure plus tard, alors que presque tous les lycées de la wilaya étaient à l'arrêt, le coordinateur du Cnapest, ainsi que les six enseignants interpellés, furent relâchés. Devant le parvis de la Direction de l'éducation (DE) où les attendaient leurs camarades, ainsi que des élus RCD de l'APW qui ont tenu à «apporter leur soutien aux enseignants lésés dans leurs droits», les enseignants interpellés ont tenu à dénoncer les manières fortes utilisées par les policiers, ainsi que l'attitude plus que méprisante du directeur de l'éducation à leur égard.

En effet, plusieurs enseignants présents ont rappelé le caractère légitime de leur revendication : leur réorientation vers des postes, comme stipulé dans des P-V signés par l'ancien directeur de l'éducation. Selon ces protestataires, il existe des dizaines de postes vacants au niveau des trois paliers mais au lieu de réorienter ces enseignants, le DE fait dans le «diviser pour régner», en signant

notre droit de se demander pourquoi cette trahison. Aujourd'hui, notre seul salut est de se constituer en collectif de syndicat autonome».

Toutefois, des sources proches de la Direction nationale de la Centrale, on a appris que des instructions fermes ont été données à l'Union locale pour mettre en place un syndicat.

Un enjeu capital pour l'UGTA, d'autant plus qu'il s'agit d'une section syndicale qui devait voir le jour au sein d'un établissement hôtelier privé. Cela étant, il est important de noter que la direction générale de l'hôtel a refusé de faire le moindre commentaire sur cette affaire. Son directeur général, M. Hans Jörg Kreitner n'y est pas allé par trente-six chemins pour nous faire savoir «qu'il n'y a aucun commentaire à faire sur la question». Une attitude que certains ont amputé au premier patron du Sheraton-Club-des-Pins en, l'occurrence M. Melzi, qui aurait interdit au directeur général de faire le moindre commentaire sur cette question.

Cette situation que traverse l'hôtel Sheraton est venue se greffer à l'autre mouvement de protestation que connaît depuis quelques jours l'hôtel Aurassi. Les travailleurs licenciés au nombre de deux cents en sit-in de protestation au niveau de la Centrale syndicale n'ont toujours pas été réintégrés à leur poste de travail. Et pourtant, le SG de l'UGTA s'est engagé en personne, en recevant avant-hier des représentants des travailleurs «de régler le problème des travailleurs».

Or, ces derniers à leur grande surprise, ils sont toujours considérés persona non grata par leur employeur.

Un défi auquel fait face l'UGTA à moins d'une semaine de la tenue du sommet de la tripartite où la question de l'exercice syndical est inscrite à l'ordre du jour.

A. B.

Y. Y.